

**Municipalité de Normétal
District d'Abitibi-Ouest
Province de Québec**

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil de la Municipalité de Normétal, tenue au 59, 1^{re} Rue, à la salle de l'hôtel de ville, le 20 juin 2023 à 18 h 30, en raison des mesures d'urgence (feu de forêt)

Sont présents : MM Ghislain Desbiens, maire
Nestor Dubé, conseiller # 1
Gérald Lamoureux, conseiller # 3
Steve Lamoureux, conseiller # 5
Mmes Monique Bouchard, conseillère # 4
Lise Bégin, conseillère # 6

Est absent : M. Patrice Morin, conseiller # 2

Est également présente : Mme Lyne Blanchet, greffière-trésorière

1. Ouverture

Les membres présents à l'ouverture de la séance formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée par le président, il est 18 h 30.

Les membres du conseil sont d'accord de ne pas avoir reçu l'avis de convocation selon le délai prescrit, tel que requis par le code.

2023.06.150

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par monsieur Gérald Lamoureux, appuyé par madame Monique Bouchard et résolu d'adopter l'ordre du jour, tel que présenté.

Adoptée unanimement

3. Administration

2023.06.151

3.1 Renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local

CONSIDÉRANT QUE l'article 42 de la *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, c. S-2.3) prévoit qu'« une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable »;

CONSIDÉRANT QU'un feu de forêt sévit toujours près de Normétal;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Normétal estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable les actions requises pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes;

Il est proposé par monsieur Steve Lamoureux, appuyé monsieur Nestor Dubé et résolu :

DE déclarer l'état d'urgence pour le secteur de Normétal et tout autre secteur qui pourrait être déclaré en danger pour une période de 5 jours supplémentaires en raison d'un feu de forêt près de Normétal et qui constitue une menace pour la vie, la santé ou l'intégrité des personnes;

DE désigner M^{me} Lyne Blanchet, coordonnatrice municipale en sécurité civile afin qu'elle soit habilitée à exercer les pouvoirs suivants :

- 1) contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières ;
- 2) accorder, pour le temps qu'elle juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la municipalité ;
- 3) ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'elle détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement ainsi qu'à leur sécurité ;
- 4) requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés ;
- 5) réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en oeuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du présent chapitre ou du chapitre VI ;
- 6) faire les dépenses et conclure les contrats qu'elle juge nécessaires.

Adoptée unanimement

2023.06.152

6.2 Avis de motion et présentation d'un projet de règlement modifiant le règlement 255-2018 sur les feux extérieurs

Avis de motion et présentation du présent projet de règlement 280.1-2023 est donné par madame Monique Bouchard que sera présenté pour adoption, le règlement 280-2023 modifiant le règlement 255-2018 sur les feux extérieurs

PROJET RÈGLEMENT NUMÉRO 280.1-2023

Règlement 280-2023 modifiant le règlement 255-2018 sur les feux extérieurs

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 62 de *la Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1), une municipalité peut adopter des règlements en matière de sécurité ;

CONSIDÉRANT QUE les feux extérieurs hors contrôle constituent un danger pour la population, les habitations, la forêt et entraînent parfois des pertes élevées ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil de la Municipalité de Normétal considère qu'il est dans l'intérêt de la population d'adopter un règlement encadrant les feux extérieurs sur l'ensemble de son territoire ;

CONSIDÉRANT QU'avis de motion a été donné lors de la séance extraordinaire du conseil d'administration de la Municipalité de Normétal le 20 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement concernant les brûlages et les feux extérieurs a été déposé lors de cette même séance ;

Il est proposé par monsieur Steve Lamoureux, appuyé par madame Monique Bouchard et résolu que le présent règlement soit adopté, et qu'il soit ordonné et statué comme suit :

**CHAPITRE I
DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES**

ARTICLE 1

Préambule

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Dispositions générales

Nul ne peut allumer, alimenter ou permettre d'allumer un feu en plein air sur le territoire de la Municipalité sans avoir obtenu au préalable un permis et respecter les conditions énoncées dans le présent règlement.

ARTICLE 3

Application du règlement

L'application du présent règlement relève de la direction générale et son adjointe et de toute personne désignée par le conseil municipal. Le conseil autorise la Sûreté du Québec à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant, à délivrer des constats d'infraction pour toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement et ainsi procéder à son application.

ARTICLE 4

Territoire assujetti

Le présent règlement s'applique au territoire de la Municipalité de Normétal.

ARTICLE 5

Foyer extérieur

Aucune autorisation ni permis de la Municipalité n'est requis pour effectuer un feu dans un foyer extérieur ou dans un appareil de type «barbecue».

5.1 Définitions

Est considéré comme un foyer extérieur :

- a) Un foyer de maçonnerie équipé d'une cheminée munie d'un capuchon grillagé et comportant un pare-étincelles pour l'âtre et la cheminée ;
- b) Un foyer de conception commerciale équipé d'une cheminée munie d'un capuchon grillagé et comportant un pare-étincelles pour l'âtre et la cheminée ou un modèle avec pare-étincelle facile à soulever avec crochet et conçu spécialement pour y faire du feu ;
- c) Un foyer de conception commerciale n'excédant pas une dimension et une hauteur de flamme de plus de 1 m par 1 m par 1 m (ou 1 m³).

5.2 Conditions d'utilisation

Nul ne peut utiliser un foyer extérieur, sauf aux conditions suivantes :

- a) un foyer extérieur ne doit pas être situé à moins de 3 mètres de tout matériau combustible (bâtiment, clôture, terrasse en bois, etc.).

- b) seul le bois peut être utilisé comme matière combustible;
- c) les matières combustibles ne peuvent excéder la hauteur de l'âtre du foyer;
- d) tout allumage de feu ou tout feu doit être constamment sous la surveillance d'une personne adulte de 18 ans et plus;
- e) toute personne qui allume ou qui permet que soit allumé un feu de foyer doit s'assurer qu'il y ait, sur place, un moyen pour éteindre le feu rapidement, notamment un seau d'eau, un tuyau d'arrosage, un extincteur ou tout autre dispositif semblable;
- f) la fumée qui s'y dégage ne doit pas nuire aux occupants des propriétés avoisinantes ni à la circulation;
- g) toute personne qui allume, qui permet que soit allumé ou qui se trouve sur le terrain où un feu de foyer est allumé doit agir de manière à prévenir ou à éliminer toute propagation des flammes;
- h) aucun accélérateur ni aucune matière dérivée ou fabriquée à partir de pétrole ou de ses dérivés ne doivent être utilisés;
- i) doit être muni d'un pare-étincelles avec ouvertures maximales de 1 cm par 1 cm, disposé sur un pavé ou sur un sol dégagé en terre battue ou en gravier ;
- j) avant d'allumer le feu, l'utilisateur doit vérifier le niveau de l'indice d'inflammabilité de la région énoncé par la Société de protection des forêts contre le feu du Québec (SOPFEU) qui ne doit pas être supérieur au niveau moyen.

ARTICLE 6

Feu à ciel ouvert

6.1 Définition

Tout feu dont les produits de la combustion sont émis dans l'air libre et n'y arrivent pas par une cheminée ou autre conduit.

6.2 Autorisation

Il est interdit de faire ou de maintenir un feu à ciel ouvert à moins d'être détenteur d'un permis valide préalablement émis par la Municipalité.

6.3 Permis

Au moins cinq jours ouvrables avant la date prévue pour faire le feu, le demandeur doit obtenir un permis en remplissant le formulaire prévu à l'annexe «A» contenant les informations suivantes :

- a) le nom et l'adresse du demandeur ainsi que le nom du responsable (s'il s'agit d'un organisme), l'année de naissance et son numéro de téléphone;

- b) le demandeur et le responsable doivent être une personne âgée de dix-huit (18) ans ou plus et présente pendant toute la durée du feu;
- c) le lieu projeté du feu, le nom du propriétaire du terrain, la date, l'heure et sa durée;
- d) le type de feu, les matériaux combustibles utilisés, le diamètre du feu et la hauteur;
- e) une description des mesures de sécurité prévues;
- f) le demandeur doit présenter une preuve d'assurance responsabilité;
- g) dans le cas où le feu à ciel ouvert n'a pas lieu sur le terrain appartenant au demandeur, il doit présenter l'autorisation écrite se retrouvant dans l'annexe « A » du propriétaire de l'endroit où se fera le feu.

6.4 Conditions d'autorisation

Un feu à ciel ouvert ne peut être effectué qu'aux conditions suivantes :

- a) le feu doit être effectué entre 7 h et 17h;
- b) avant d'allumer le feu, le détenteur du permis doit :
 - i. vérifier le niveau de l'indice d'inflammabilité de la région énoncé par la Société de protection des forêts contre le feu du Québec (SOPFEU) qui ne doit pas être supérieur au niveau moyen;
 - ii. ii) vérifier que les conditions climatiques sont modérées (vélocité des vents inférieur à 20 Km/h);
 - iii. iii) aviser le Service de sécurité incendie de la Municipalité par courriel.
- c) le feu doit être constamment sous la surveillance d'une personne adulte jusqu'à ce qu'il soit complètement éteint afin d'assurer la sécurité des lieux;
- d) le feu doit être localisé à une distance minimale de trente mètres (30 m) de tout bâtiment, de toute terre végétale ou de tout boisé, et être protégé par une zone de sécurité d'un rayon de sept mètres (7 m);
- e) la hauteur du feu ne doit pas excéder un mètre quatre-vingt (1,80 m) et sa superficie ne doit pas excéder un diamètre de trois mètres (3 m);
- f) en zone agricole, la hauteur du feu ne doit pas excéder deux mètres cinquante (2,50 m) et sa superficie ne doit pas excéder un diamètre de douze mètres (12 m);
- g) aucun pneu ou combustible liquide ne pourra être utilisé pour allumer ou activer un feu;
- h) il doit y avoir sur place un moyen pour éteindre le feu rapidement, notamment un seau d'eau, un tuyau d'arrosage, un extincteur ou tout autre dispositif semblable;
- i) toute personne qui se trouve sur le terrain où un feu à ciel ouvert est allumé doit agir de manière à prévenir ou à éliminer toute propagation des flammes.

6.5 Validité du permis

Tout permis émis est valide pour une période maximale de quinze (15) jours suivant son émission. La grosseur, la hauteur et l'emplacement du feu projeté ne peuvent être modifiés sans l'accord de la Municipalité, sous peine d'annulation du permis. Les conditions mentionnées à l'article 6.4 doivent être respectées en tout temps.

ARTICLE 7

Feu de joie

7.1 Définition

Tout feu à ciel ouvert allumé sur un terrain à l'occasion d'une activité communautaire ouverte au public en général.

7.2 Autorisation

Il est interdit de faire ou de maintenir un feu de joie à moins d'être détenteur d'un permis valide et préalablement émis par la Municipalité.

7.3 Demande de permis

La demande de permis doit être présentée, au moins quinze (15) jours avant la date prévue pour le feu, sur le formulaire prévu à l'annexe « A » et contenir les informations suivantes :

- a) le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'année de naissance du demandeur;
- b) s'il s'agit d'une personne morale, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'année de naissance de son représentant;
- c) le lieu projeté du feu, la date, l'heure et sa durée ainsi qu'un croquis de l'endroit projeté sur le terrain (voir Annexe B);
- d) le type de feu, les matériaux combustibles utilisés, le diamètre du feu et la hauteur;
- e) une description des mesures de sécurité prévues;
- f) le nom, l'adresse et l'année de naissance de deux (2) personnes majeures qui seront présentes pendant toute la durée du feu jusqu'à son extinction;
- g) dans le cas où le feu de joie n'a pas lieu sur le terrain appartenant au demandeur, il doit présenter l'autorisation écrite du propriétaire se retrouvant dans l'annexe « A » de l'endroit où se fera le feu.

7.4 Distances

Un feu de joie doit être protégé par une zone de sécurité d'un rayon minimal de quinze mètres (15 m) et respecter les distances suivantes :

- a) être situé à une distance d'au moins cinquante mètres (50 m) de tout bâtiment, haie, boisé, forêt ou tout autre élément combustible semblable;
- b) être situé et à une distance d'au moins deux cents mètres (200 m) de tout bâtiment où sont entreposés des produits chimiques, des pièces pyrotechniques, de l'essence, du gaz, des explosifs en vrac ou tout autre produit semblable;
- c) être situé et à une distance d'au moins deux cents mètres (200 m) de toute tourbière ou autre élément combustible semblable.

7.5 Autres conditions

Nul ne peut allumer un feu de joie sans respecter les conditions suivantes :

- a) le feu de joie doit être une activité prévue dans le cadre d'une fête populaire communautaire et ouverte au public;
- b) avant d'allumer le feu, le détenteur du permis doit :
 - i. vérifier le niveau de l'indice d'inflammabilité de la région, énoncé par la Société de protection des forêts contre le feu du Québec (SOPFEU) et ne doit pas être supérieur au niveau moyen;
 - ii. que les conditions climatiques soit modérées (vitesse des vents inférieure à 20 Km/h);
 - iii. aviser le Service de sécurité incendie de la Municipalité par courriel.
- c) le feu doit être constamment sous la surveillance d'au moins deux (2) adultes jusqu'à ce qu'il soit complètement éteint afin d'assurer la sécurité des lieux;
- d) la hauteur du feu ne doit pas excéder un mètre quatre-vingt (1,80 m) et sa superficie ne doit pas excéder un diamètre de trois mètres (3 m);
- e) aucun pneu ou combustible liquide ne pourra être utilisé pour allumer ou activer un feu;
- f) il doit y avoir sur les lieux, lors de l'allumage et jusqu'à l'extinction complète du feu, des moyens d'extinction et de contrôle et le surveillant doit être en mesure de communiquer rapidement avec le service d'urgence.

Toute personne qui se trouve sur le terrain où un feu de joie est allumé doit agir de manière à prévenir ou à éliminer toute propagation des flammes.

7.6 Validité du permis

Tout permis n'est valide que pour une journée, soit la date pour laquelle il a été émis.

7.7 Nettoyage du site

Le titulaire du permis doit nettoyer ou faire nettoyer le site de tout feu de joie, y compris les cendres du foyer, dans les vingt-quatre (24) heures suivant la fin de l'événement.

ARTICLE 8

Feu de camp

Aucune demande de permis n'est requise pour effectuer un feu de camp sur un terrain de camping.

Nul ne peut allumer ou permettre d'allumer un feu de camp sur un terrain de camping sauf si les conditions suivantes sont respectées :

- a) que le niveau de l'indice d'inflammabilité de la région, énoncé par la Société de protection des forêts contre le feu du Québec (SOPFEU), ne soit pas supérieur au niveau moyen;
- b) que les conditions climatiques soit modérées (vélocité des vents inférieure à 20 Km/h);
- c) que le feu se trouve à une distance d'au moins 3 mètres (3 m) de tout bâtiment, de tout meuble et immeuble ainsi que de toute autre matière combustible ou inflammable, cette distance étant mesurée à partir de la base du périmètre du feu;
- d) que le feu est circonscrit par une structure de pierre, de brique, de béton, de métal ou d'autres matériaux semblables pouvant contenir les braises et les flammes qui entourent le feu sur au moins trois côtés de ce dernier et dont la structure est d'une hauteur d'au moins 30 centimètres;
- e) que la superficie du feu est d'un maximum d'un mètre carré;
- f) que la hauteur des flammes du feu est d'un maximum d'un mètre;
- g) que seul le bois sec non teint, non peint, non traité et non souillé est utilisé;
- h) qu'aucun produit accélérant n'est utilisé;
- i) que le propriétaire ou le responsable du terrain de camping possède un équipement ou un moyen efficace permettant l'extinction du feu;
- j) qu'une personne de 18 ans et plus assure une surveillance constante à proximité du feu jusqu'à l'extinction complète de celui-ci.
- k) Éteindre le feu complètement avant de quitter les lieux ou d'aller dormir.

ARTICLE 9

Feu d'artifice

Nul ne peut allumer ou permettre d'allumer des feux d'artifices, sauf si les conditions suivantes sont respectées :

- a) que le niveau de l'indice d'inflammabilité de la région, énoncé par la Société de protection des forêts contre le

- feu du Québec (SOPFEU), ne soit pas supérieur au niveau moyen;
- b) que les conditions climatiques soit modérées (vélocité des vents inférieure à 20 Km/h);
 - c) que le feu d'artifice se trouve à une distance d'au moins 30 mètres (30 m) de tout bâtiment, de tout meuble et immeuble ainsi que de toute autre matière combustible ou inflammable, cette distance étant mesurée à partir de la base du feu d'artifice;
 - d) qu'une personne de 18 ans et plus assure une surveillance constante à proximité du feu d'artifice jusqu'à l'extinction complète de celui-ci.

ARTICLE 10

Feu de foin ou d'herbe

Nul ne peut allumer ou permettre d'allumer du foin ou de l'herbe, sauf si les conditions suivantes sont respectées :

- a) que le niveau de l'indice d'inflammabilité de la région, énoncé par la Société de protection des forêts contre le feu du Québec (SOPFEU), ne soit pas supérieur au niveau moyen;
- b) que les conditions climatiques soit modérées (vélocité des vents inférieure à 20 Km/h);
- c) que le foin ou l'herbe se trouve à une distance d'au moins 30 mètres (30 m) de tout bâtiment, de tout meuble et immeuble ainsi que de toute autre matière combustible ou inflammable, cette distance étant mesurée à partir de la base du feu de foin ou d'herbe;
- d) qu'une personne de 18 ans et plus assure une surveillance constante à proximité du feu de foin ou d'herbe jusqu'à l'extinction complète de celui-ci.

ARTICLE 11

Déclaration d'état d'urgence ou toute autre situation imprévue

Lorsque la municipalité déclare l'état d'urgence ou toute autre situation imprévue, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, de son propre chef ou suite aux recommandations du MRNF, de la SOPFEU et toutes autres instances, les restrictions suivantes s'appliquent :

- A) avant d'allumer le feu, l'utilisateur doit vérifier le niveau de l'indice d'inflammabilité de la région énoncé par la Société de protection des forêts contre le feu du Québec (SOPFEU) qui ne doit pas être supérieur au niveau moyen.
- b) Nul ne peut allumer ou laisser allumer un foyer extérieur avec un pare-étincelles, allumer des feux d'artifices (éléments pyrotechniques) et tout appareil ou instrument produisant des flammèches ou des étincelles (ex :

instruments de soudage, BBQ au charbon) dégageant des flammes.

- c) Nul ne peut circuler en forêt et dans tous types de chemins municipaux et forestiers.

ARTICLE 12

Incessibilité du permis

Le permis émis par la Municipalité pour autoriser d'effectuer un feu n'est valide qu'à l'égard du demandeur ou de l'organisme au nom duquel il est émis et il ne peut, sous aucune considération, être transféré à une autre personne ou organisme.

ARTICLE 13

Inspection

L'un ou l'autre des officiers du Service des incendie de la Municipalité de Normétal ou un agent de la Sûreté du Québec peut, sur présentation d'une identification officielle, entrer sur une propriété à toute heure raisonnable, pour s'assurer du respect des exigences du présent règlement. Ce dernier peut faire des essais, prendre des photographies ou vidéos, ou poser tout geste requis aux fins de l'application du présent règlement.

ARTICLE 14

Infractions et peines

Quiconque contrevient à une disposition de ce règlement commet une infraction et est passible d'une amende dont le montant est, dans le cas d'une personne physique, d'un minimum de 500 \$ et, dans le cas d'une personne morale ou d'un organisme, d'un minimum de 1 000 \$. Les frais du Service de sécurité incendie engendrés seront à la charge du contrevenant, si le SSI doit intervenir.

En cas de récidive, le contrevenant est passible d'une amende dont le montant est, dans le cas d'une personne physique, d'un minimum de 1 000 \$ et, dans le cas d'une personne morale ou d'un organisme, d'un minimum de 2 000 \$. Les frais du Service de sécurité incendie engendrés seront à la charge du contrevenant, si le SSI doit intervenir.

ARTICLE 15

Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté unanimement

4. Période de questions

2022.06.153

5. Fermeture de la séance

Il est proposé par monsieur Gérald Lamoureux, appuyé par madame Lise Bégin et résolu de clore la séance, il est 18 h 42

Adoptée unanimement

Ghislain Desbiens, maire

Lyne Blanchet, greffière-trésorière

Je, Ghislain Desbiens, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».